

Contre la vie chère, pour les salaires et les services publics, construire les mobilisations

Chaque mois de septembre, la même question revient dans les grands médias... et dans les milieux militants : la « rentrée sociale » sera-t-elle agitée ? Sans prétendre faire de pronostics, le contexte global est propice à une contestation populaire du gouvernement et de ses politiques. À nous de tout faire pour que le « troisième tour social », après la présidentielle et les législatives, ait bien lieu, et se solde par une défaite de Macron.



Un gouvernement incapable de répondre aux enjeux

L'été a été marqué par une poursuite de l'inflation, avec en perspective une accélération de l'augmentation des prix de l'énergie, entre autres et notamment l'électricité et le gaz, le maintien d'un prix très élevé pour les carburants, et une flambée des prix de l'alimentation. Et ce ne sont pas les mesurettees adoptées à l'Assemblée cet été qui changeront quoi que ce soit, ce dont la majorité de la population se rend compte. Dans une enquête d'opinion réalisée mi-août, 73 % des sondés affirment ainsi que le « pouvoir d'achat » doit être la priorité du gouvernement... mais seulement 5 % d'entre elles et eux considèrent que « le gouvernement prend la réelle mesure des difficultés économiques des Français ». Durant l'été, l'augmentation du coût de la vie s'est en outre doublée d'une multiplication des événements climatiques extrêmes (sécheresses, canicules, incendies, violents orages), qui illustre non seulement la question de l'urgence climatique, mais aussi à quel point l'abandon des services publics (Office national des forêts, Météo France, premiers secours...) réduit notre capacité à faire face, collectivement, aux crises qui s'accélèrent.

Les raisons de la colère

Le gouvernement, contesté, s'inquiète d'une potentielle explosion sociale face à la vie chère, et le souvenir des Gilets jaunes est bien là. A fortiori avec la poursuite et l'accélération de la dégradation des services publics, notamment dans la santé et dans l'éducation, qui témoignent du délabrement généralisé auquel conduisent les politiques néolibérales. Alors oui, les raisons de la colère sont bien là, surtout quand, dans le même temps, les pouvoirs publics témoignent de leur « deux poids deux mesures » : on nous répète ainsi qu'il va falloir faire des sacrifices, travailler plus longtemps, accepter d'être mal payés, quand dans le même temps on refuse de taxer les profits des plus grandes entreprises ou de s'en prendre au mode de vie écocide des plus riches...

Un plan de bataille pour stopper Macron

Ce pouvoir ne comprend qu'un seul langage, celui du rapport de forces. Nous nous félicitons donc de l'appel à la grève le jeudi 29 septembre, initié par la CGT et Solidaires, depuis rejoints par la FSU. Une date qui pourrait être, dans la foulée de la journée des salariéEs de la santé le 22, l'occasion d'une mobilisation massive, mais qui reste à préparer, dans nos quartiers, nos lieux de travail et d'études. Une étape dans la construction d'une mobilisation de masse qui pourrait contribuer à changer l'ambiance et à redonner confiance à notre camp. De même, la perspective d'une grande manifestation unitaire contre la vie chère en octobre, est une bonne nouvelle : si elle est préparée dans l'unité et pensée comme une étape dans la construction d'une mobilisation populaire d'ampleur, elle peut être un point d'appui dans l'organisation de la bataille contre Macron et ses politiques. Cette rentrée peut donc être explosive si l'ensemble de la gauche sociale et politique prend ses responsabilités. En ce qui le concerne, le NPA entend s'impliquer dans la construction des mobilisations, et continuer de défendre la nécessaire reconstruction des outils d'organisation et de défense de notre camp social, y compris sur le terrain politique : au-delà de la lutte contre Macron, l'enjeu est bien de faire face à la menace de l'extrême droite, pour la transformation révolutionnaire de cette société.

Le NPA65, Tarbes, le 31 août 2022

